

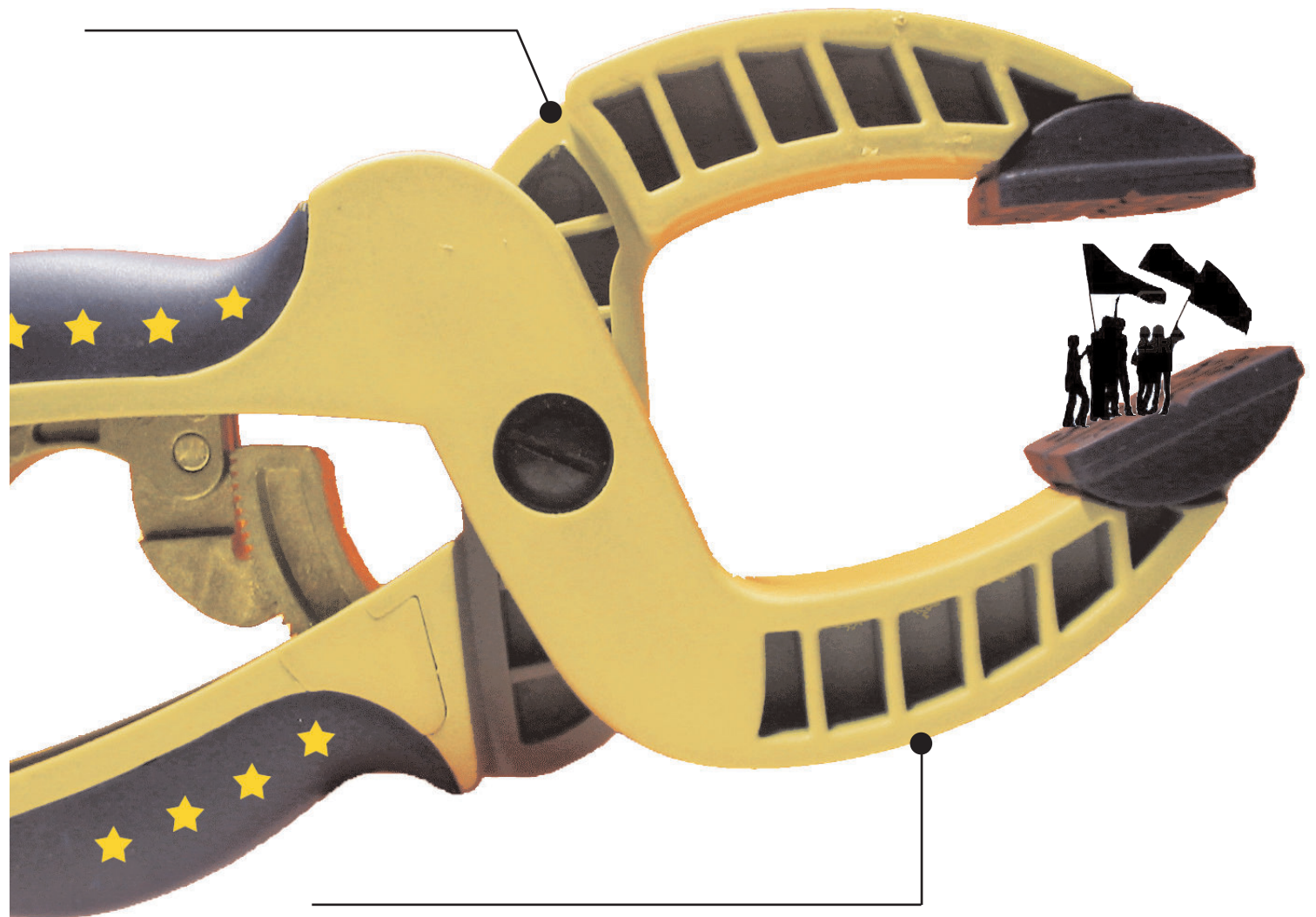


"Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner."

Bon... Warren Buffet (1^{ère} fortune des Etats-Unis) fait cette déclaration, et de fait, on sent bien, tous, que du côté des revenus du travail, l'étau se resserre. Mais quel étau ? De quoi sont faites ses mâchoires ?

Mâchoire n°1

A partir de 1971, sous l'impulsion des Etats-Unis, les traités et accords portant sur les échanges internationaux ont TOUS poussé dans la même direction : lever toute entrave à la circulation des marchandises et des capitaux (mais pas des travailleurs...). Résultat : les sociétés multinationales qui font fabriquer à un bout du monde toutes sortes de produits par des esclaves (parfois même des enfants de moins de 10 ans), réalisent des profits gigantesques en les vendant à l'autre bout de la planète, dans les pays dits "développés". En Europe cela a détruit des millions d'emplois. On a donc fait des esclaves d'un côté, des chômeurs de l'autre, et des archi milliardaires au milieu.



Mâchoire n°2

A partir de 1973, sous l'impulsion de Valéry Giscard D'Estaing, l'Etat français n'a plus eu le droit de mettre en circulation la monnaie dont il avait besoin auprès du Trésor Public, c'est-à-dire gratuitement, sans intérêts à payer. Même chose pour toutes les collectivités locales et les entreprises publiques, qui auparavant n'avaient JAMAIS été endettées.

En 1992 cette interdiction a été étendue à tous les pays de l'Union Européenne par le traité de Maastricht, puis en 2007 par le traité de Lisbonne. Par conséquent l'Etat est obligé de LOUER la monnaie dont il a besoin auprès des banques privées, et donc de payer des intérêts.

Ce petit détail, qui n'a l'air de rien, a créé la DETTE PUBLIQUE de 1600 milliards d'Euros fin 2010.

Rappel

On rappelle que la monnaie que nous utilisons tous les jours est mise en circulation et détruite "en continu", par les emprunts (mise en circulation) et leurs remboursements (destruction). Donc, pas d'emprunts... pas de monnaie !

Il est très facile de comprendre, mais TRES difficile d'admettre, que lorsque les membres d'une collectivité empruntent de l'argent à une banque, l'argent des intérêts n'est jamais mis en circulation. En conséquence de quoi, chaque individu peut avoir une chance de réussir à payer ses intérêts, mais par contre cela est absolument impossible à la collectivité qui sera toujours débitrice d'une dette égale à la somme cumulée, année après année, des intérêts liés aux emprunts contractés.

Comment resserrer les deux mâchoires de l'étau ?

On comprend qu'entre les effets de la mondialisation et ceux de la création monétaire, les milliardaires de la planète ont vu leurs fortunes exploser. Mais ce sont les TRES grandes banques qui sont les vraies gagnantes de ces deux systèmes. Le problème c'est que si les Etats sont trop endettés, et qu'ils ne peuvent, ou ne veulent plus payer, ce ne sont pas eux qui font faillite, mais les banques...

Il est donc vital pour elles, de "ne pas tuer la poule aux œufs d'or".

Les TRES grandes banques internationales ont donc imaginé ces deux mâchoires qui visent INELUCTABLEMENT à :

- 1- Obliger les Etats à s'endetter au titre de la création monétaire (mâchoire n°2) ;
- 2- Mais pas trop, en les empêchant d'avoir recours à l'emprunt pour payer ces dettes (et limiter la vitesse de l'endettement) ;
- 3- Obliger les Etats à **REDUIRE TOUTES LEURS DEPENSES PUBLIQUES** (sous prétexte d'une dette qui n'a rien à voir avec les dépenses publiques, lesquelles n'ont pas augmenté depuis ... 1983) ;
- 4- Faire en sorte que, périodiquement, les Etats prennent à leur charge **les dettes accumulées dans le secteur privé** (on rappelle que si en

2010 le secteur public était endetté à hauteur de 1600 milliards d'Euros, le secteur privé l'était à hauteur de 2400 milliards d'Euros).

C'est tout l'objet du TSCG, ou Pacte Budgétaire, ou "Règle d'Or", que de réduire à zéro ou presque la possibilité d'échapper à l'anéantissement lent et régulier de tous les biens et services publics. Aujourd'hui déjà, la quasi-totalité de l'impôt ne sert plus à financer des services publics, car son montant collecté est intégralement consacré au paiement des intérêts dus aux banques privées pour la location de la monnaie circulante.

"Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance!" (Denis Kessler, ancien vice-président du MEDEF, dans la revue Challenge, le 04/10/2007)

En réalité, TOUS les traités de l'UE visent à aller encore plus loin : il s'agit **d'anéantir toute notion de biens et services publics, toute notion d'INTÉRÊT GENERAL**, et, pour les milliardaires, de s'approprier la planète, toute la planète !

Mais
il va où tout cet argent,
que les gens et les Etats
n'ont plus?

La monnaie est créée, circule et est détruite en continu. Les gens, les entreprises et les Etats ont des dettes, tandis que les établissements financiers ont des créances. Ces créances sont aussi appelées "actifs financiers". Une créance n'est rien d'autre qu'une pompe à intérêts. Et la pompe des établissements financiers internationaux est une méga pompe qui aspire l'équivalent de 3 à 4 fois le surplus de PIB produit mondialement chaque année. Avec tout cet argent ils achètent l'immobilier (quasiment tous les centre-ville), les terres cultivables les plus riches, les mines de matières premières, les moyens de communication et de transport, les sources et réseaux de distribution de l'eau, les universités, les écoles, les hôpitaux, ... ils achètent TOUT... ils achètent même des "droits" sur la génétique du vivant !

